



<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/01662/01664/index.html?lang=fr>

Financement des institutions de droit public Procédure de consultation

Questions du Conseil fédéral sur le projet mis en consultation

1. Modèle de financement « objectif de couverture différencié »

1.1 Soutenez-vous le principe consistant à aligner les conditions-cadre des institutions de prévoyance de droit public (ci-après IPDP) sur celles des institutions de prévoyance de droit privé ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Oui pour ce qui concerne les principes qui ont fait leurs preuves auprès des IP de droit privé: **indépendance** de l'IP, **représentation paritaire** effective au sein de son organe suprême, **contrôle** de l'autorité de surveillance.

La **capitalisation intégrale** n'est par contre **ni nécessaire, ni adéquate** pour les IPDP. Il est dans tous les cas inacceptable qu'une éventuelle recapitalisation se fasse aux dépens des destinataires, qui ne portent pas la moindre responsabilité pour les situations de capitalisation partielle, par ailleurs parfaitement légitimes eu égard à la législation actuelle.

Nous nous opposons par conséquent à un **alignement complet** des conditions-cadres des IPDE sur celles des IP de droit privé.

1.2 Soutenez-vous le principe consistant à autoriser seulement les IPDP ayant, à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation prévue, un degré de couverture inférieur à 100 % à conserver le système de capitalisation partielle et à obliger les IPDP ayant un degré de couverture supérieur à 100 % à être gérées selon le système de capitalisation complète (cf. al. 4 en corrélation avec l'art. 72a, al. 1, LPP) ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Il est **inopportun d'obliger** les IPDP bénéficiant d'un degré de couverture supérieur à 100% à être gérées selon le système de capitalisation complète. Pour les IPDP, une capitalisation incomplète gérée de façon cohérente offre des garanties tout aussi solides qu'une capitalisation

complète. Les marchés des capitaux n'offrent en effet pas une sécurité supérieure à la garantie des collectivités publiques.

Rendre la capitalisation boursière obligatoire revient à réduire inutilement la **liberté démocratique** des collectivités publiques responsables des IPDP considérées.

1.3 Soutenez-vous le modèle de financement proposé, à savoir un taux de couverture cible différencié, dans lequel, pour les IPDP en capitalisation partielle, les capitaux des rentiers sont toujours couverts à 100 % et les taux de couverture constatés à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, soit les engagements envers les assurés actifs (DCI_{actifs}) ou envers tous les assurés (DCI_{global}), ne doivent plus être abaissés sans que des mesures d'assainissement soient prises ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Nous soutenons entièrement le modèle de la commission d'experts **sans modification**.

1.4 Approuvez-vous les conditions proposées pour la capitalisation partielle à l'art. 72a, al. 1, LPP (garantie de l'Etat et plan de financement visant à garantir l'équilibre financier à long terme [maintien des différents degrés de couverture]) ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

1.5 **Garantie de l'Etat** : approuvez-vous les conditions-cadre proposées pour les motifs de réalisation et l'étendue de la garantie ?

- Motifs de réalisation (obligation de prestations pour la collectivité publique en cas de) :
 - prestations de vieillesse, de risque ou de sortie non couvertes dues ;
 - découvert consécutif à une liquidation partielle si un collectif d'assurés sort ;
 - découvert consécutif à une liquidation partielle si un collectif d'assurés reste (taux inférieur au DCI_{global}) ;
 - engagement rémunérateur dès le moment de la réalisation.
- Etendue de la garantie :
 - prévoyance légale et prévoyance étendue ;
 - tous les employeurs (publics et privés) ;
 - découverts existants au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation ;

- possibilité de limitation de la garantie par des degrés de couverture de départ, dans le sens où si ces derniers ne sont plus atteints cela motive des assainissements futurs et non une extension de la garantie.

oui

non

pas de réponse

Remarques:

1.6 **Liquidation partielle** : êtes-vous d'accord avec le concept proposé pour la liquidation partielle, lequel autorise à s'écarter du principe du financement complet du collectif d'assurés sortant dans les deux cas suivants :

- l'IPDP cédante et l'IPDP reprenante conviennent que le collectif d'assurés à transférer ne doit être financé que jusqu'au degré de couverture de l'IPDP reprenante ;
- les découverts actuariels réels qui ne sont pas couverts par une garantie de la collectivité publique pourront à l'avenir être transférés, comme c'est le cas pour les institutions de prévoyance de droit privé.

oui

non

pas de réponse

Remarques:

2. **Capitalisation complète**

2.1 Etes-vous d'accord avec l'objectif de base, à savoir que les IPDP doivent être entièrement recapitalisées dans un délai maximum de 30 ans ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Nous sommes **résolument opposés** à l'objectif de capitalisation complète.

En préambule, il faut souligner la **contradiction** entre d'une part la volonté affichée par le Conseil fédéral d'imposer la capitalisation complète et d'autre part son désir de régler dans les moindres détails la capitalisation partielle. La véritable question n'est pas soulevée, c'est celle de déterminer **de quelle manière** et **à la charge de qui** la capitalisation complète est censée être progressivement réalisée. Sans réponse à cette question, la démarche est vide de sens et procède d'une incompétence fondamentale en la matière.

Les raisons de notre opposition sont les suivantes :

- L'objectif proposé s'inscrit en contradiction flagrante avec le système autorisant la capitalisation partielle. Le principe de capitalisation partielle vise à assurer aux IPDP une **sécurité financière** à long terme **sans capitalisation complète**. Il n'y a pas de sens à permettre la capitalisation partielle pendant 30 ans pour ensuite exiger d'un coup la capitalisation complète. Il est

contradictoire de mettre en place une procédure qui permet une grande sécurité de la prévoyance en **évitant une recapitalisation complète** pour en enfin exiger celle-ci.

- L'objectif proposé est **superflu**, du moment qu'une capitalisation partielle réalisée correctement offre une sécurité identique, sans toutefois présenter les inconvénients de la capitalisation complète.
- L'objectif proposé est une solution beaucoup trop **onéreuse** tant pour les destinataires que pour les collectivités publiques, ce d'autant plus qu'elle est inutile. Au coût de 16 milliards de francs calculé par la commission d'experts s'ajouteraient le coût de constitution de réserves pour fluctuations de valeurs, qui se monteraient pour des réserves de fluctuations de valeurs de 15% à 14 milliards de francs. Le coût global d'une capitalisation complète se monterait donc à 30 milliards de francs au moins.
- Dans les faits, une capitalisation complète sans constitution de réserves pour fluctuations de valeurs est un exercice **dangereux et irresponsable**, la porte ouverte à une sous-couverture et aux mesures d'assainissement qui en découlent. Si d'aventure la décision de recapitaliser devait s'imposer, la barre pour le taux de couverture ne devrait pas être placée à 100% mais intégrer les réserves pour fluctuations de valeurs adéquates.
- Nous ne pouvons pas permettre à l'Etat de se défalquer de sa responsabilité sur les destinataires. La capitalisation partielle avec garantie de l'Etat fut des dizaines d'années durant un modèle expressément prévu et autorisé par la Loi, et il l'est toujours. Ceci a permis à ne nombreuses collectivités publiques de réaliser des économies sur leurs contributions et partant de réduire leurs charges financières. Dans la plupart des cas, la recapitalisation sur un arc de 30 ans est pourtant appelée à se faire, totalement ou en partie, **aux dépens des destinataires** : augmentations de cotisations, péjoration des prestations, pression sur les salaires etc. Il n'est en effet pas imaginable que les coûts des recapitalisations seront supportés exclusivement par les collectivités publiques, soit parce qu'elles n'en ont pas la capacité financière, soit parce que les tendances politiques ne le permettront pas. Ainsi, les assurés seront inévitablement appelés à assumer le coût d'une situation pour laquelle ils ne portent aucune responsabilité et de laquelle ils n'ont jamais tiré le moindre profit. Qui plus est, des erreurs lourdes de conséquences ont pu être commises, avec dans certains cas perte de substance et chute sensible du taux de couverture des IP à la clef, et ceci en raison de l'absence de conditions-cadre fédérales adéquates, conditions-cadre dont la mise sur pied était et est encore de compétence du Conseil fédéral. Vouloir aujourd'hui contraindre ces mêmes IP à la recapitalisation complète revient à faire payer aux assurés les erreurs et omissions du Conseil fédéral.
- Il n'est pas sérieux d'exiger la recapitalisation complète des IPDP sans définir de quelle manière cette opération doit être menée et sans fixer qui doit en **supporter la charge** financière.

2.2 Soutenez-vous l'obligation pour le Conseil fédéral de fournir tous les dix ans au Parlement un rapport sur la situation financière des IPDP afin de pouvoir, le cas échéant, corriger le délai nécessaire pour la capitalisation complète ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Sans l'objectif de recapitalisation complète, un tel rapport ne se justifie pas. Nous estimons néanmoins utile des relevés et des rapports réguliers, qui peuvent tout à fait se tenir dans le cadre des rapports annuels consacrés à l'état des IP. Si vraiment un rapport spécial devait être requis tous les dix ans, il devrait **se limiter** à mettre en évidence l'évolution de la situation.

On doit par ailleurs se demander **sur quelle base** des corrections peuvent être apportées, du moment que la capitalisation partielle reste autorisée pendant 30 ans et qu'aucune base ne permet d'exiger des IP une évolution en direction de la capitalisation complète.

3. Aspects institutionnels

3.1 Soutenez-vous l'autonomisation juridique, financière et administrative proposée pour les IPDP et pour l'autorité de surveillance, ainsi que leur séparation de l'administration publique ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

L'autonomisation des IPDP et leur séparation de l'administration publique est centrale et représente le **progrès** central de la réforme proposée. Dans le passé, ce sont en effet le manque d'indépendance des IPDP et de leurs organes de surveillance vis-à-vis des collectivités publiques qui ont facilité certaines dérives, voire même créé les conditions préalables à leur survivance.

3.2 Soutenez-vous la séparation des compétences entre la corporation de droit public et l'organe suprême en ce qui concerne les règles valables pour les IPDP ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

La capacité d'action des IPDP s'en trouvera améliorée et les déficits actuels en matière de représentation paritaire auront tendance à se combler. La **cogestion paritaire** des travailleurs pourrait s'approcher de celle des bonnes caisses de pension autonomes, ce qui se justifie par l'importance que revêt la prévoyance professionnelle également pour les employés du secteur public.

3.3 Soutenez-vous l'idée de laisser les IPDP soumises à l'obligation de cotiser envers le Fonds de garantie ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

La justification de cette obligation persiste. S'il est d'une part peu vraisemblable qu'une IPDP se retrouve en situation d'insolvabilité, ce risque ne peut pas être exclu, d'autant moins en cas d'autonomisation des IP et de possible privatisation partielle de leur administration. Par ailleurs, les assurés sont professionnellement mobiles et susceptibles de passer de l'économie privée au secteur public et vice-versa. **L'équité** veut par conséquent que les IPDP restent soumises à l'obligation de cotiser auprès du Fonds de garantie.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Questions complémentaires de la CSSS-N

Nationalrat

Conseil national

Consiglio nazionale

Cussegl naziunal



Commission de la sécurité sociale
et de la santé publique
CH-3003 Berne

www.parlament.ch
sgk.csss@pd.admin.ch

14 juin 2007

Financement des institutions de prévoyance de droit public

Questions complémentaires de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil National (CSSS-N) posées aux destinataires de la consultation

Compléments à la question 2 (capitalisation complète) du Conseil fédéral

Etant donné le coût élevé qui pourrait résulter d'un refinancement complet dans les 30 ans pour les caisses présentant un découvert important – celui des 25 caisses ayant une couverture inférieure à 90 % s'élève à plus de 15 milliards de francs –, on peut se demander s'il ne faudrait pas préférer un autre modèle de financement. La commission d'experts instituée par le Conseil fédéral avait dans ce sens examiné d'autres modèles et recommandé l'un d'entre eux (<http://www.news-service.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/7813.pdf>).

Variante principale de la CSSS-N et de la commission d'experts : modèle « financement mixte et objectif de couverture différencié »

A. Dans ce contexte, pouvez-vous approuver, comme alternative au refinancement complet dans les 30 ans, un modèle de refinancement sans délai fixe pour la capitalisation partielle, le « financement mixte et objectif de couverture différencié » (voir, dans le rapport, le ch. 5.2.4 sur les systèmes de financement), c'est-à-dire, à la différence du projet du Conseil fédéral, ne pas limiter la durée pendant laquelle le modèle serait autorisé ?

A la différence du modèle du Conseil fédéral, les institutions de prévoyance dont le degré de couverture est inférieur à 100 % doivent pouvoir continuer à être gérées, pour une durée illimitée, selon le système de la capitalisation partielle. Ce qu'il faut, c'est respecter la règle générale consistant à ne pas tomber à un degré de couverture inférieur ; en d'autres termes, dans ce cas, prendre automatiquement des mesures d'assainissement. L'objectif de la capitalisation complète et ainsi l'alignement sur les institutions de prévoyance de droit privé sont donc maintenus. Par contre, il n'y a pas de date butoir pour la recapitalisation complète.

L'hypothèse est que les institutions de prévoyance ayant un degré de couverture supérieur à 90 % (12 sur les 37 en découvert) se fixeront comme objectif la capitalisation complète. Pour toutes les caisses

prenant cette décision (parmi lesquelles il peut aussi figurer des caisses dont le degré de couverture est inférieur à 90 %), la durée de la phase de transition doit être fixée. Les autorités de surveillance recevront un plan précisant les mesures prises à cet effet (financement, répartition des charges financières supplémentaires, etc.).

Pour tous les autres cas, c'est-à-dire pour les IP qui resteront gérées selon le système de la capitalisation partielle et donc conserveront un financement mixte, l'objectif de couverture doit être différencié. Mais dans ce cas aussi, l'IP présentera à l'autorité de surveillance un plan de financement détaillé (y compris la règle contraignante des garanties publiques pour le découvert). Au moment où ces dispositions entreront en vigueur, chaque IPDP fixera le degré de couverture global et le degré de couverture pour les assurés actifs, étant entendu que la priorité est de couvrir à 100 % les engagements relatifs aux rentes. Ce dernier point est intéressant dans le sens que ces engagements seront couverts même en cas de vieillissement de la population. Les deux degrés de couverture ne devront plus, ensuite, tomber plus bas que les degrés de départ.

Avantages : ce modèle permet une stabilité financière et accroît l'intérêt d'un refinancement complet. En même temps, il tient compte des différences à la fois en termes de situation initiale des IPDP et de marge de manœuvre financière des collectivités publiques.

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Nous **approuvons** le modèle "financement mixte et objectif de couverture différencié", qui représente une solution solide, équilibrée, techniquement réalisable et faisant montre de compétence professionnelle.

Sous-variante :

A. 1. *Estimez-vous qu'il faut prévoir des dispositions spéciales pour les IPDP présentant un découvert particulièrement important ?*

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Sous-variante :

A. 2. *Faut-il obliger les IPDP en capitalisation partielle – en particulier les années où les rendements sont bons – à affecter les excédents au capital de couverture, après avoir alimenté les provisions nécessaires (réserves de fluctuation, etc.), et, en même temps, à relever l'objectif de couverture ?*

oui

non

pas de réponse

Remarques:

Une telle obligation serait contraire à l'esprit de la réforme et **anticonstitutionnelle**. Les IP en situation de capitalisation partielle doivent être libres de décider de l'utilisation de ces moyens, comme toute IP. L'affectation des excédents au capital de couverture avec une élévation de l'objectif de couverture n'est qu'une possibilité parmi d'autres.

Nous sommes d'avis, au même titre que la commission d'experts, que la possibilité d'attribuer les excédents aux destinataires doit subsister. Après l'alimentation des provisions, se pose en particulier la question d'une éventuelle adaptation des rentes, comme dans toute IP. Car si les rentes ne pouvaient jamais être adaptées au renchérissement, le **taux de remplacement baisserait** inévitablement, ce qui rendrait impossible la réalisation de l'objectif constitutionnel du maintien approprié du niveau de vie antérieur. L'obligation proposée revient donc à empêcher l'adaptation des rentes dans les IP en situation de capitalisation partielle, et est de ce fait contraire aux dispositions constitutionnelles

En outre, on introduirait une **discrimination** injustifiable entre les assurés des IP en situation de capitalisation partielle et ceux des IP bénéficiant d'une capitalisation complète, qui ont la faculté d'adapter les rentes au renchérissement. Il serait enfin totalement inacceptable de faire payer aux retraités, par le biais d'un gel des rentes, les conséquences des contributions économisées dans le passé par l'employeur.

B. Avez-vous d'autres remarques par rapport aux propositions législatives du Conseil fédéral ?

oui

non

pas de réponse

Remarques:

--



Questions relatives à la procédure de consultation par internet (possibilité de répondre aux questions posées par un site internet)

Vous avez choisi de ne pas saisir votre réponse sur le site internet mis à disposition. Pour bien comprendre votre choix, nous vous prions de répondre aux questions suivantes

1. Etes-vous en principe contre toute procédure de consultation sous cette forme

oui non

2. Si vous n'avez pas d'opposition de principe, quelles seraient les améliorations à apporter à cette solution qui vous inciteraient à la soutenir ?

Suggestions:

Il faudrait pouvoir conserver des versions "en travail" ou intermédiaires de la réponse pour ensuite valider la version finale en fin de travail. Cela pourrait même être pratique pour un travail de révision au sein d'un organe appelé à prendre la décision.

Par ailleurs, il est impératif de pouvoir imprimer la version officielle de référence de la prise de position pour les nécessités documentaires internes.

Expéditeur:

➤ Vous avez participé à la consultation :

- en tant que destinataire de la consultation selon la liste officielle des destinataires (<http://www.admin.ch/ch/i/gg/pc/pendent.html>)
- en tant que personne privée ou organisation qui ne fait pas partie de la liste officielle des destinataires (participation spontanée)

➤ Si vous faites partie de la liste officielle des destinataires: à quelle catégorie appartient l'organisation que vous représentez:

- canton
- partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale
- Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui oeuvrent au niveau national
- Associations faitières de l'économie qui oeuvrent au niveau national
- autorités et institutions apparentées
- Assurés/rentiers/indépendants
- institutions de prévoyance et d'assurance, organes d'exécution
- autres organisations

Nom (Organisation/institution/personne privée): ARPIP – Association des représentants du personnel dans les institutions de prévoyance

Adresse: P. adr. : André Groux, secrétaire
Rte de Fontanivent 30
1822 Chernex

En cas d'éventuelles questions de précision:

Tél.: 021 964 31 82

courriel: a.groux@bluewin.ch

Merci !



Schweizerischer Pensionskassenverband
Association suisse des Institutions de prévoyance
Associazione svizzera delle Istituzioni di previdenza
Kreuzstrasse 26
8008 Zürich

Telefon 043 243 74 15/16
Telefax 043 243 74 17
E-Mail info@asip.ch
Website www.asip.ch

Bundesamt für Sozialversicherung
Geschäftsfeld Alters- und
Hinterlassenenvorsorge
z.Hd. von Frau H. Kottman
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Zürich, 5. Oktober 2007

Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrte Frau Kottmann
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Zustellung der Vernehmlassungsunterlagen und nehmen gerne die Gelegenheit wahr, als Dachorganisation der schweizerischen Vorsorgeeinrichtungen zur Vernehmlassungsvorlage „Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen“ vom 27. Juni 2007 Stellung zu nehmen. Bereits mit unserer Publikation vom 27. März 2006, als wir ein „Konzept für eine Revision des Bundesrechts über die Finanzierung öffentlich-rechtlicher Pensionskassen“ publizierten, nahmen wir einen Positionsbezug vor; unsere heutige Stellungnahme setzt diese Leitideen fort.

1. Einleitung

Die Vernehmlassungsvorlage folgt auf die parlamentarische Initiative von NR Serge Beck (nachfolgend „Initiative Beck“). Vorgängig erfolgten Publikationen des Bundesamtes für Sozialversicherungen (BSV) sowie der Schlussbericht der Expertenkommission zur Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen vom 19. Dezember 2006 (nachfolgend „Expertenbericht“). Der Expertenbericht schlug die Einführung eines Finanzierungssystems vor, welches es den öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen erlaubt, einen von 100% abwei-

chenden („differenzierten“) Zieldeckungsgrad festzulegen. Dieses Modell legt im Vergleich zur heute praktizierten Mischfinanzierung strengere und detailliertere Rahmenbedingungen fest. Es sei an dieser Stelle daran erinnert, dass etwa 47% der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen zurzeit einen Deckungsgrad unter 100% aufweisen. Demgegenüber versucht die Vernehmlassungsvorlage die Vorgaben des Expertenmodells mit neuen Vorgaben zu kombinieren, indem die öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen spätestens 30 Jahre nach Inkrafttreten der neuen Gesetzesbestimmungen voll ausfinanziert sein müssen. Das Gemeinwesen könnte nach Ablauf dieser 30 Jahre oder wenn ein Deckungsgrad von 100% erstmals erreicht wird die Staatsgarantie aufheben.

Der Gesetzesentwurf zwingt die Vorsorgeeinrichtungen somit, das System der Mischfinanzierung spätestens nach 30 Jahren (de facto viel früher) aufzugeben.

Die Stellungnahme des ASIP enthält nachfolgend einige grundlegende Ausführungen, um die möglichen Konsequenzen aufzuzeigen, welche die Einführung des vorgeschlagenen Gesetzes hätte. Für weitere Bemerkungen verweisen wir auf unsere Antworten im beiliegenden Fragebogen. Der ASIP äussert jedoch grösste Zurückhaltung bezüglich der statistischen Auswertung des Fragebogens (mit Multiple Choice) im Rahmen eines solch komplexen Gesetzgebungsprojekts. Wir gehen davon aus, dass die Auswertung nicht primär auf den angekreuzten Antworten basiert, sondern auch die beigefügten Kommentare berücksichtigt. Es gilt insbesondere zu beachten, dass viele Fragen so formuliert sind, dass sie nicht vernünftig mit „ja“ oder „nein“ beantwortet werden können; oftmals ist eine differenzierte Antwort erforderlich.

2. Grundsätzliche Erwägungen

- a) Der ASIP spricht sich klar für die Beibehaltung der Möglichkeit einer Mischfinanzierung aus, wie sie seit Jahren von Gesetz und Aufsichtsbehörden akzeptiert ist. Dieses System trägt dem Element der Perennität des öffentlichen Sektors Rechnung.
- b) Der ASIP ist der Meinung, dass die Aufgabe der Mischfinanzierung selbst nach einer 30-jährigen Übergangsfrist unbegründet ist; auch eine ökonomische Notwendigkeit ist nicht ersichtlich. Unseres Erachtens wird das heutige System der Mischfinanzierung oftmals falsch verstanden. Die durch den Gesetzesentwurf vorgesehene Aufgabe der Mischfinanzierung resultiert aus der irrigen Annahme, dass mit der einmaligen Ausfinanzierung sämtliche Probleme bezüglich der Vorsorge von öffentlichen Körperschaften gelöst seien. Der ASIP weist darauf hin, dass die Aufrechterhaltung der Mischfinanzierung nicht

mit der Pflicht zur Ausfinanzierung, auch nicht innert 30 Jahren, kompatibel ist. Die Aufrechterhaltung der Mischfinanzierung bedeutet, dass ein Teil der Leistungen über Umlagebeiträge finanziert werden kann, was eben nur eine *Teilkapitalisierung* erfordert.

- c) Nach Meinung des ASIP ist es widersprüchlich vorzusehen, dass die öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen einerseits eine Wertschwankungsreserve vorsehen müssen, während gleichzeitig die Staatsgarantie bereits bei einem Deckungsgrad von bereits 100% (also ohne Wertschwankungsreserven) aufgehoben werden kann.
- d) Der ASIP zieht in Zweifel, ob die Massnahme zur zwingenden Ausfinanzierung innert der vorgegebenen Frist gerechtfertigt ist, eine Massnahme, die für einige Gemeinwesen - wie auch das BSV im März 2007 festgestellt hat – eine untragbare Last darstellt. Die Kosten zur Ausfinanzierung belaufen sich gesamthaft auf ca. CHF 16 Mia., wobei zusätzlich noch Wertschwankungsreserven von ca. CHF 14 Mia. erforderlich wären.
- e) Der ASIP unterstützt dagegen uneingeschränkt denjenigen Teil der Vorlage, welcher auf dem Schlussbericht der Expertenkommission beruht. Somit werden als Hauptpunkte die folgenden zwingenden Massnahmen mitgetragen:
 - Pflicht zur Einhaltung eines differenzierten Zieldeckungsgrades
 - Präzisierung der Garantie des Gemeinwesens
 - Regeln zur Bereitstellung einer Wertschwankungsreserve und einer Perennitätsreserve
 - Verbot des Zurückwechselns vom System der Vollkapitalisierung zum System der Teilkapitalisierung
 - Organisatorische, finanzielle und rechtliche Verselbständigung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen; begrüsst wird insbesondere auch der neue Art. 50 Abs. 2 BVG
 - Freiheit zur langfristigen Beibehaltung der Mischfinanzierung und damit auch der Staatsgarantie
 - Unabhängigkeit und Verselbständigung der Aufsichtsbehörden
- f) Der ASIP fordert deshalb, dass der Bundesrat den Gesetzesentwurf im Sinne des Schlussberichts der Experten abändert.
- g) Der ASIP weist darauf hin, dass die Pflicht zur Aufgabe des Systems der Mischfinanzierung die Gefahr beinhaltet, dass die berufliche Vorsorge an Glaubwürdigkeit verliert. Ei-

nige Gemeinwesen haben nach schwierigen Verhandlungen der Sozialpartner bereits Massnahmen zur Stabilisierung der Vorsorgeeinrichtung getroffen, unter der Annahme, dass eine Mischfinanzierung weiterhin zulässig sei. Diese laufenden Massnahmen müssten erneut verhandelt bzw. geändert werden.

3. Abschliessende Bemerkungen

Wir ersuchen den Bundesrat, anlässlich der Ausarbeitung der Botschaft an das Parlament unseren vorstehenden Bemerkungen sowie unseren Antworten im beiliegenden Fragebogen Beachtung zu schenken. Unseres Erachtens lassen sich die beiden Zielsetzungen, einerseits das System der (auf der Perennität der Gemeinwesen gründenden) Mischfinanzierung im Sinne des Expertenberichts zuzulassen, und andererseits eine Frist zur zwingenden Aufgabe dieses Systems festzuschreiben, nicht miteinander kombinieren. Unsere Präferenz liegt deshalb klar auf der Freiheit der Gemeinwesen, *entweder* das System der Voll- *oder* das der Teilkapitalisierung anzuwenden. Dies entspricht auch dem vom ASIP im März 2006 verabschiedeten und breit abgestützten Konzept.

Mit freundlichen Grüssen

A S I P

Schweizerischer Pensionskassenverband



Christoph Ryter
Präsident



Hanspeter Konrad
Direktor

Beilage: Fragebogen mit den Antworten des ASIP



<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/01662/01664/index.html?lang=de>

Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen Vernehmlassungsverfahren

Fragenkatalog des Bundesrates zur Vernehmlassungsvorlage

1. Finanzierungsmodell des differenzierten Zieldeckungsgrades

1.1 Unterstützen Sie den Ansatz, die Rahmenbedingungen für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen denjenigen für privatrechtliche anzugleichen?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Die Fragestellung erachten wir als ungeschickt formuliert, sind doch die Rahmenbedingungen der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen bereits heute denjenigen für privatrechtlich angeglichen, mit Ausnahme der Finanzierung.

Die Antwort bezüglich der Angleichung der Finanzierung bzw. Aufgabe der Mischfinanzierung nach einer Periode von 30 Jahren ist entschieden *nein*. Wir verweisen im übrigen auf die allgemeine Stellungnahme des ASIP zu diesem Punkt.

Die Antwort wäre ja, wenn es sich um das Modell eines differenzierten Zieldeckungsgrades, wie dies im ersten Abschnitt der ergänzenden Fragestellungen der SGK-N beschrieben ist, handeln würde (System gemäss Expertenbericht).

1.2 Unterstützen Sie den Ansatz, dass nur öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad unter 100% bei Inkrafttreten der geplanten Neuregelung im System der Teilkapitalisierung geführt werden können und öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad über 100% zwingend im System der Vollkapitalisierung weiter geführt werden müssen (vgl. Absatz 4 i.V.m. Art. 72a Abs. 1 BVG)?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Die Antwort „nein“ erfolgt aus den folgenden Gründen:

Erstens gilt es sicherzustellen, dass jede öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung vorgängig eine angemessene, auf die Anlagestrategie abgestimmte Wertschwankungsreserve öffnet, bevor sie zum System der Vollkapitalisierung wechselt und die Staatsgarantie aufgibt. Ebenfalls sind ev. Perennitätsreserven zu öffnen. Diese Punkte sind auch Bestandteile des „Expertenmodells“.

Der ASIP kritisiert zweitens, dass die Finanzierungskosten eben dieser zusätzlich erforderlichen Reserven in den Vernehmlassungsunterlagen nicht enthalten sind.

Schliesslich beweisen die jüngsten Erfahrungen im Kanton Bern zur genüge, dass die Ausfinanzierung auf lediglich 100% nicht genügt, um die Staatsgarantie aufzugeben.

- 1.3 Unterstützen Sie das vorgeschlagene Finanzierungsmodell eines differenzierten Zieldeckungsgrades, wonach für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen im Teilkapitalisierungsverfahren gilt, dass die Rentnerkapitalien jederzeit zu 100% gedeckt und die bei Inkrafttreten der Neuregelung festgelegten Deckungsgrade bzgl. der Verpflichtungen gegenüber den aktiven Versicherten (ADG_{aktive}) bzw. gegenüber allen Versicherten (ADG_{gesamt}) nicht mehr unterschritten werden dürfen, ohne dass Sanierungsmassnahmen eingeleitet werden?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

- 1.4 Stimmen Sie den vorgeschlagenen Voraussetzungen für eine Teilkapitalisierung gemäss Artikel 72a Absatz 1 BVG zu (Staatsgarantie sowie Finanzierungsplan zur langfristigen Sicherung des finanziellen Gleichgewichts [i.S. der Erhaltung der verschiedenen Deckungsgrade])?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

- 1.5 **Staatsgarantie:** Stimmen Sie den vorgeschlagenen Rahmenbedingungen bezüglich der Realisierungstatbestände und des Umfangs der Staatsgarantie zu?

- Realisierungstatbestände (Leistungspflicht des Gemeinwesens bei):
 - Fällige ungedeckte Alters-/Risiko-/Austrittsleistungen;
 - Unterdeckung als Folge einer Teilliquidation beim austretenden Versichertenkollektiv;
 - Unterdeckung als Folge einer Teilliquidation beim verbleibenden Versichertenkollektiv (Unterschreitung des DG_{gesamt});
 - Verzinsbare Verpflichtung ab dem Zeitpunkt der Realisierung;
- Umfang der Garantie:
 - umfasst gesetzliche und weitergehende Vorsorge;
 - umfasst alle (öff. und private) Arbeitgeber;
 - umfasst bei Inkrafttreten der Neuregelung bestehende Fehlbeträge;
 - durch Ausgangsdeckungsgrade abgrenzbar gegenüber künftigen Sanierungstatbeständen;

ja

nein

keine Antwort



Bemerkungen:

1.6 **Teilliquidation:** Sind Sie mit dem vorgeschlagenen Konzept der Teilliquidation einverstanden, wonach vom Grundsatz der vollen Ausfinanzierung der austretenden Versichertenkollektive in folgenden zwei Fällen abgewichen werden darf:

- Abgebende und aufnehmende öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung vereinbaren, dass das übertretende Versichertenkollektiv nur bis zum Deckungsgrad der aufnehmenden öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtung ausfinanziert sein muss;
- echte versicherungstechnische Fehlbeträge, die nicht durch eine Garantie des Gemeinwesens gedeckt sind, dürfen künftig wie bei privatrechtlichen Vorsorgeeinrichtungen mitgegeben werden.

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Dieses „ja“ gilt nur unter der Bedingung, dass bei dieser Form der Teilliquidation die übrigen Konditionen gemäss Expertenmodell ebenfalls eingehalten werden.

2. Volle Ausfinanzierung

2.1 Sind Sie mit der grundsätzlichen Zielsetzung, dass öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen innert längstens 30 Jahren ausfinanziert sein sollen, einverstanden?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

1) Die Bedingungen gemäss Expertenmodell sind ausreichend

Der Expertenbericht („Expertenmodell“) enthält eine Vielzahl von neuen Bedingungen und gesetzlichen Pflichten. Nach Meinung des ASIP bzw. nach Meinung einer grossen Zahl von Fachexperten, insbesondere von denjenigen, welche vom Bundesrat für dieses Gesetzgebungsprojekt in die Expertenkommission gewählt wurden, sind *diese* gesetzlichen Vorgaben geeignet, die heute verwendeten teilweise ungenügenden Finanzierungssysteme zu beseitigen und durch Rahmenbedingungen zu ersetzen, welche die Sicherheit für die Versicherten erhöhen.

2) Die Perennität öffentlicher Gemeinwesen und öffentlicher Kassen ist nicht verschwunden

Der ASIP stellt fest, dass sich die Bedingungen der Perennität der öffentlichen Körperschaften, unter denen das auf 1985 zurückgehende geltende Recht die Mischfinanzierung (bzw. Teilkapitalisierung) weiterhin zugelassen hatte, nicht geändert haben, auch wenn die Problematik der Teilliquidationen (Privatisierungen, Ausgliederungen) verdient, berücksichtigt zu werden. Der Expertenbericht gibt (auch) hierzu eine Antwort. Man findet jedoch weder im Expertenbericht noch in den Vernehmlass-

sungsunterlagen fundierte Argumente, wonach die vor Erlass des BVG festgestellte Perennität öffentlicher Gemeinwesen und Vorsorgeeinrichtungen heute nicht mehr gegeben sei.

Es sei in diesem Zusammenhang z.B. auf folgenden Artikel hingewiesen (Heinz Allenspach, Schweiz. Versicherungszeitschrift, p. 72, Jahrgang 2000, Peter Lang AG):

« ... im Gegensatz zu den Betrieben dürfte die Perennität der öffentlichen Hand gewährleistet sein. Ausserdem stehen hinter ihren Vorsorgeeinrichtungen als Reserve die Steuerzahler. Es wäre beispielsweise nicht sinnvoll, der Eidgenössischen Versicherungskasse oder den Vorsorgeeinrichtungen der Kantone diese Ausnahmeregelung zu verweigern. Eine Verweigerung hätte unter Umständen für den Steuerzahler unangenehme Konsequenzen, da das rechnerisch fehlende Deckungskapital dann effektiv geäuft werden müsste. () Die Vorsorgeeinrichtungen der öffentlichen Hand sollen () regelmässig bekannt geben müssen, wie gross die Differenz ihren effektiv angesparten Mittel und jenen gemäss der Bilanzierung in geschlossener Kasse ist. () Man darf auch in offenen Kassen nicht in den Tag Hineinleben, sondern muss immer wieder prüfen, ob die versprochenen Leistungen dann auch einmal wirklich erbracht werden können.»

3) Unnütze „Bestrafung“ einer Generation von Versicherten und Steuerzahlern

Die Fixierung eines bestimmten Zeitpunktes, ab dem die Mischfinanzierung nicht mehr zugelassen ist, bedeutet auch, dass man eine Generation doppelt bezahlen lässt, einmal als Beitragszahler und einmal als Steuerzahler (welcher in der Regel die Ausfinanzierung übernimmt), diese Generation bezahlt somit die gesamten Kosten der Änderung des Finanzierungskonzepts.

Im Ergebnis können dieselben Personen bei einer solchen Vorsorgeeinrichtung versichert sein und aufgefordert werden, sich an Sanierungsmassnahmen zu beteiligen, und gleichzeitig indirekt an einem Ausfinanzierungsplan beteiligt werden, indem hierfür höhere Steuern zu entrichten sind.

Im Begleitbericht wird erwähnt, dass die Rentenbeziehenden, welche während ihrer Erwerbstätigkeit oftmals an einer ungenügenden Finanzierung beteiligt gewesen waren, nur in der Weise an der Ausfinanzierung einer öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtung beteiligt werden können, dass ihr Anrecht auf Teuerungsanpassung der Renten ausgesetzt wird. Der Bericht zeigt dagegen in den Augen des ASIP den resultierenden Bruch der Generationensolidarität, zu Ungunsten der aktiven Generation, nicht genügend auf.

4) Die positiven Effekte einer Befristung des „Expertenmodells“ sind nicht belegt

In den Vernehmlassungsunterlagen wird nicht schlüssig belegt, weshalb die Mischfinanzierung aufgegeben werden soll. Experten- und Vernehmlassungsbericht argumentieren in weiten Teilen sehr ähnlich, weshalb sich kein stichhaltiges Argument für die volle Ausfinanzierung ergibt. Im Begleitbericht des Bundesrates erscheint lediglich der nicht näher begründete Hinweis, dass „damit bei öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen ein ähnlicher Handlungsspielraum entsteht wie bei privatrechtlichen Vorsorgeeinrichtungen“.

5) Der vorgeschlagene Gesetzesentwurf ist inkohärent und widersprüchlich

Es ist inkohärent eine Lösung vorzuschlagen, welche besagt, dass die öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen beim Inkrafttreten der neuen Bestimmungen eine Wertschwankungsreserve äufnen sollten, ohne gleichzeitig das Gemeinwesen zu verpflichten, die Staatsgarantie solange aufrecht zu erhalten, bis die Vorsorgeeinrichtung über diese Reserve verfügt.

Aus Sicht des ASIP

- ist hier eine Inkohärenz vorhanden, welche dazu führen kann, dass im Fall von schlechten Börsenjahren die Vorsorgeeinrichtung schon kurz nach Aufhebung der Staatsgarantie gezwungen ist, Sanierungsmassnahmen zu ergreifen.
- liegt eine ausgeprägte Unterbewertung der Kosten des Gesetzesentwurfs vor, im Umfang der der nicht vorhandenen Wertschwankungsreserven.

Der ASIP ersucht den Bundesrat darauf zu achten, dass das Parlament im Rahmen der Gesetzesberatung diesbezüglich umfassend informiert wird.

6) Ungenügende Analyse der makroökonomischen und sozialen Auswirkungen

Der Begleitbericht des Bundesrates hält in Ziffer 7.1.1.2 folgendes fest: „Für eine erschöpfende Abschätzung der möglichen finanziellen Auswirkungen der Vorlage bräuchte es zunächst ein quantitatives Verfahren im Einzelfall, um die Gesamtkosten zu berechnen.“

Der ASIP weist diesbezüglich auf folgendes hin:

- Der Begleitbericht erwähnt die aktuell tiefen Zinsen, welche die Aufnahme einer Anleihe des Gemeinwesens zwecks Ausfinanzierung seiner Vorsorgeeinrichtung begünstigen würde (vgl. Ziffer 7.1.2.3, Seite 66, betreffend Auswirkungen der Ausfinanzierungsvarianten). Keinerlei Beachtung schenkt der Bericht jedoch den Konsequenzen zukünftiger Zinserhöhungen.
- Die makroökonomischen Auswirkungen wurden auch bezüglich Spar- und Konsumationsvolumen, Steueraufkommen oder bezüglich der Finanzlage der Gemeinwesen *nicht* näher untersucht.
- Es besteht die Gefahr, dass für den Wechsel zum neuen System sich die Versicherten und Rentenbeziehenden im Recht fühlen, dass das Gemeinwesen als Garantiegeberin die gesamten Kosten der Ausfinanzierung zu tragen habe.
- Man darf nicht einzig die aktuelle konjunkturelle Situation in Betracht ziehen. Die Kosten können sich auch nach der Inkraftsetzung der Vorlage aufgrund veränderter Parameter stark verändern.

Der ASIP ist der Meinung, dass die wirtschaftlichen Folgen der Vernehmlassungsvorlage im Begleitbericht nur ungenügend aufgezeigt werden. Somit ist das Parlament nicht in der Lage, die langfristigen Auswirkungen dieser Vorlage abzuschätzen.

2.2 Unterstützen Sie die Verpflichtung des Bundesrates, dem Parlament alle 10 Jahre Bericht über die finanzielle Lage der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen zu erstatten, damit im Hinblick auf den für eine volle Ausfinanzierung benötigten Zeithorizont allenfalls notwendige Korrekturen vorgenommen werden können?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Der ASIP stellt sich nicht grundsätzlich dagegen, alle 10 Jahre bezüglich der Situation der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen Bilanz zu ziehen. Nachdem wir jedoch die Notwendigkeit, die Mischfinanzierung innert 30 Jahren aufzugeben, bestreiten, wären solche periodischen Bestandaufnahmen jedenfalls nicht dazu geeignet, eine für uns gegenstandslose Frist zu korrigieren.

3. Institutionelles

3.1 Unterstützen Sie die vorgeschlagene rechtliche, finanzielle und administrative Verselbstständigung und Ausgliederung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen und der zuständigen Aufsichtsbehörden aus der öffentlichen Verwaltung?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Unserer Meinung nach ist dieser Punkt einer der zentralen Elemente dieser Vorlage.

3.2 Unterstützen Sie die vorgeschlagene Kompetenzausscheidung zwischen Gemeinwesen und oberstem Organ i.S. der für privatrechtliche Vorsorgeeinrichtungen geltenden Regeln?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Diesen Punkt begrüßen wir ausserordentlich.

3.3 Unterstützen Sie den Ansatz, dass öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen weiterhin gegenüber dem Sicherheitsfonds beitragspflichtig sind?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

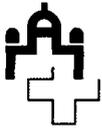
Ergänzende Fragestellungen der SGK-N

Nationalrat

Conseil national

Consiglio nazionale

Cussegl naziunal



Kommission für soziale Sicherheit
und Gesundheit
CH-3003 Bern

www.parlament.ch
sgk.csss@pd.admin.ch

14. Juni 2007

Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen

Ergänzende Fragen der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates (SGK-NR) an die Teilnehmerinnen und Teilnehmer der Vernehmlassung

Ergänzungen zur Frage 2 (volle Ausfinanzierung) gemäss Fragenkatalog des Bundesrates

Angesichts der zum Teil sehr hohen Kosten, die eine volle Ausfinanzierung innert 30 Jahren für Kassen mit grosser Unterdeckung zur Folge hätte – die Fehlbeträge der 25 Kassen mit einer Deckung unter 90% belaufen sich auf über 15 Mrd. Fr. - , stellt sich die Frage, ob nicht einem anderen Finanzierungsmodell der Vorzug gegeben werden sollte. Die vom Bundesrat eingesetzte Expertenkommission hatte in diesem Sinne weitere Modelle geprüft und eines davon auch empfohlen (<http://www.news-service.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/7812.pdf>).

Hauptvariante der SGK-NR und der Expertenkommission: Modell „Mischfinanzierung und differenzierter Zieldeckungsgrad“

A. Könnten Sie in diesem Zusammenhang als Alternative zur vollen Ausfinanzierung innert 30 Jahren einem unbefristeten Finanzierungsmodell der Teilkapitalisierung „Mischfinanzierung und differenzierter Zieldeckungsgrad“ zustimmen (vgl. im Bericht 5.2.4 Übersicht über die Finanzierungssysteme), also im Unterschied zur Vorlage des Bundesrates auf eine Befristung der Zulässigkeit des Modells verzichten?

Im Unterschied zum Modell des Bundesrates sollen Vorsorgeeinrichtungen, deren Kapitaldeckung unter 100% liegt, unbefristet im System der Teilkapitalisierung weitergeführt werden können. Es gilt dabei die allgemeine Regel, dass ein einmal erreichter Deckungsgrad nicht mehr unterschritten werden darf, das heisst, dass im Falle einer Unterschreitung automatisch Sanierungsmassnahmen ergriffen werden müssen. Das Ziel der Vollkapitalisierung und damit eine Angleichung an die privatrechtlichen VE soll weiterhin gefördert werden. Eine Frist bis zur vollen Kapitaldeckung wird aber nicht vorgeschrieben.

Es wird davon ausgegangen, dass VE mit einem Kapitaldeckungsgrad von über 90% (12 von 37 Kassen in Unterdeckung) sich in der Regel für das Ziel einer Vollkapitalisierung entscheiden. Für alle Kassen, die sich für die Vollkapitalisierung entscheiden (darunter können natürlich auch Kassen mit einem Deckungsgrad unter 90% sein) muss die Dauer einer Übergangsphase bestimmt werden. Den Aufsichtsbehörden wird ein Plan mit den entsprechenden Massnahmen (Finanzierung, Verteilung der zusätzlichen finanziellen Lasten usw.) unterbreitet.

Für alle anderen Fälle, die im System der Teilkapitalisierung und damit der Mischfinanzierung weiter geführt werden sollen, muss ein differenzierter Zieldeckungsgrad festgelegt werden. Auch in diesem Fall muss der Aufsichtsbehörde ein detaillierter Finanzierungsplan (inkl. der verbindlichen Regelung der öffentlich-rechtlichen Garantien für die Unterdeckung) vorgelegt werden. Wenn die entsprechenden Bestimmungen in Kraft treten, bestimmt jede öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung den Gesamtdeckungsgrad sowie den Deckungsgrad der zu diesem Zeitpunkt feststehenden erwerbstätigen Versicherten, wobei zuerst die Rentenverpflichtungen zu 100% gedeckt sein müssen. Letzteres birgt den Vorteil, dass bei einer demografischen Alterung die Rentenverpflichtungen immer gedeckt sind. Beide Ausgangsdeckungsgrade dürfen in der Folge nicht mehr unterschritten werden.

Vorteile: Dieses Modell führt zu einer finanziellen Stabilisierung einerseits und erhöht den Anreiz hin zu einer vollen Ausfinanzierung andererseits. Gleichzeitig wird der unterschiedlichen Ausgangslage bei den öffentlich-rechtlichen VE wie auch der unterschiedlichen finanziellen Spielräume der öffentlichen Hand Rechnung getragen.

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Wir verweisen auf unsere Argumente gegen eine Befristung der Mischfinanzierung im ersten Teil dieses Fragebogens.

Untervariante:

A.1 Sind Sie der Meinung, dass für öffentlich-rechtliche VE mit einer besonders hohen Unterdeckung Sonderregelungen getroffen werden sollten?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Die Antwort ist „nein“, wenn damit bezweckt wird, den öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen bei Inkrafttreten der neuen Gesetzesbestimmungen auf andere Weise einen minimalen Deckungsgrad vorzuschreiben. Das vorgeschlagene Modell gemäss Expertenbericht reagiert auf die Problematik in genügender Weise.

Untervariante:

A. 2 Sollen bei VE mit Teilkapitalisierung Überschüsse – speziell in sehr ertragsreichen Jahren – nach der Speisung der notwendigen Rückstellungen (Schwankungsreserven u.a.) zwingend dem Deckungskapital zugewiesen werden, dies verbunden mit einer entsprechenden Erhöhung des Zieldeckungsgrades?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Eine solche Lösung wäre nicht systemkonform. Finanzierungen nach dem „Zufallsprinzip“ gehören nicht in ein Gesetz. Die zwingenden Regeln gemäss dem Expertenmodell reichen vollkommen aus.

B. Haben Sie im Zusammenhang mit den Gesetzgebungsvorschlägen des Bundesrates weitere Bemerkungen?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Das gleichzeitige Verfolgen von zwei verschiedenen Zielen ist widersprüchlich und nicht kohärent: Auf der einen Seite die präzise Festlegung neuer Bedingungen, unter denen die Fortsetzung der Mischfinanzierung erlaubt ist; auf der anderen Seite die Fixierung eines Termins, bis zu welchem die auf eben diesen neuen Regeln basierende Finanzierung bereits wieder aufgegeben werden muss!

Im übrigen verweise wir auf unser Schreiben mit unseren generellen Bemerkungen sowie auf die übrigen Anmerkungen.



Fragen zur internetbasierten Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens

Sie haben sich gegen die Beantwortung der gestellten Fragen auf der zu diesem Zweck zur Verfügung gestellten Webseite des BSV entschieden. Um Ihre diesbezüglichen Entscheidungsgründe besser verstehen zu können, bitten wir Sie, uns auch die nachfolgenden Fragen zu beantworten.

1. Sind Sie aus grundsätzlichen Überlegungen gegen die in diesem Fall gewählte Form der Vernehmlassung?

ja

nein

2. Sofern Sie keine grundsätzlichen Bedenken gegen eine internetbasierte Beantwortung von Vernehmlassungsfragen haben - welche Anforderungen müssten erfüllt sein, damit Sie diese Form der Durchführung einer Vernehmlassung unterstützen würden?

Anregungen:

Der ASIP äussert grösste Zurückhaltung bezüglich der statistischen Auswertung eines Fragebogens (mit Multiple Choice) im Rahmen eines solch komplexen Gesetzgebungsprojekts. Die Resultate basieren dann primär auf den angekreuzten Antworten und berücksichtigen die beigefügten Kommentare nicht oder nur ungenügend. Es gilt zu beachten, dass viele Fragen so formuliert sind, dass sie nicht vernünftig mit „ja“ oder „nein“ beantwortet werden können; oftmals ist eine differenzierte Antwort erforderlich.



Absender.

☞ Sie haben an der Vernehmlassung teilgenommen:

- in Ihrer Eigenschaft als Vernehmlassungsadressat gemäss offizieller Adressatenliste (<http://www.admin.ch/ch/i/gg/pc/pendent.html>)
- in Ihrer Eigenschaft als Privatperson oder Organisation, die nicht auf der offiziellen Adressatenliste geführt ist (spontane Teilnahme)

☞ Falls Sie Vernehmlassungsadressat gemäss offizieller Adressatenliste sind, zu welcher Kategorie gehört die von Ihnen vertretene Organisation:

- Kanton
- Partei
- gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft
- Behörden und Verwandte Institutionen
- Versicherte/Leistungsbezüger/Selbstständigerwerbende
- Vorsorge- und Versicherungseinrichtungen, Durchführungsstellen
- weitere Organisationen

Name (Organisation/Behörde/Privatperson): Schweizerischen Pensionskassenverband (ASIP)

Adresse: Kreuzstrasse 26, 8008 Zürich

Für allfällige Rückfragen:

Tel.: 043 243 74 15

E-Mail: konrad@asip.ch

Besten Dank!



<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/01662/01664/index.html?lang=de>

Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen Vernehmlassungsverfahren

Fragenkatalog des Bundesrates zur Vernehmlassungsvorlage

1. Finanzierungsmodell des differenzierten Zieldeckungsgrades

1.1 Unterstützen Sie den Ansatz, die Rahmenbedingungen für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen denjenigen für privatrechtliche anzugleichen?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

1.2 Unterstützen Sie den Ansatz, dass nur öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad unter 100% bei Inkrafttreten der geplanten Neuregelung im System der Teilkapitalisierung geführt werden können und öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad über 100% zwingend im System der Vollkapitalisierung weiter geführt werden müssen (vgl. Absatz 4 i.V.m. Art. 72a Abs. 1 BVG)?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

1.3 Unterstützen Sie das vorgeschlagene Finanzierungsmodell eines differenzierten Zieldeckungsgrades, wonach für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen im Teilkapitalisierungsverfahren gilt, dass die Rentnerkapitalien jederzeit zu 100% gedeckt und die bei Inkrafttreten der Neuregelung festgelegten Deckungsgrade bzgl. der Verpflichtungen gegenüber den aktiven Versicherten (ADG_{aktive}) bzw. gegenüber allen Versicherten (ADG_{Gesamt}) nicht mehr unterschritten werden dürfen, ohne dass Sanierungsmassnahmen eingeleitet werden?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:



1.4 Stimmen Sie den vorgeschlagenen Voraussetzungen für eine Teilkapitalisierung gemäss Artikel 72a Absatz 1 BVG zu (Staatsgarantie sowie Finanzierungsplan zur langfristigen Sicherung des finanziellen Gleichgewichts [i.S. der Erhaltung der verschiedenen Deckungsgrade])?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Ergänzungsvorschlag Absatz 1

... langfristig gesichert ist. Der Finanzierungsplan muss *auf der Basis von allgemein anerkannten Berechnungsmethoden und nachvollziehbaren Annahmen* namentlich: ...

Erläuterung

Der Finanzierungsplan, der die Erhaltung der Deckungsgrade darlegen soll, ist zusätzlich qualitativ zu umschreiben. Sonst könnte mit Hilfe von unrealistischen Annahmen (z.B. hoher technischer Zinssatz) und exotischen Berechnungsmethoden die Zielsetzung der Bestimmung zu leicht umgangen werden. Diese Präzisierung erleichtert auch dem Experten für berufliche Vorsorge seine Aufgabe, den Finanzierungsplan zu überprüfen (Art. 72c).

1.5 **Staatsgarantie:** Stimmen Sie den vorgeschlagenen Rahmenbedingungen bezüglich der Realisierungstatbestände und des Umfangs der Staatsgarantie zu?

- Realisierungstatbestände (Leistungspflicht des Gemeinwesens bei):
 - Fällige ungedeckte Alters-/Risiko-/Austrittsleistungen;
 - Unterdeckung als Folge einer Teilliquidation beim austretenden Versichertenkollektiv;
 - Unterdeckung als Folge einer Teilliquidation beim verbleibenden Versichertenkollektiv (Unterschreitung des DG_{gesamt});
 - Verzinsbare Verpflichtung ab dem Zeitpunkt der Realisierung;
- Umfang der Garantie:
 - umfasst gesetzliche und weitergehende Vorsorge;
 - umfasst alle (öff. und private) Arbeitgeber;
 - umfasst bei Inkrafttreten der Neuregelung bestehende Fehlbeträge;
 - durch Ausgangsdeckungsgrade abgrenzbar gegenüber künftigen Sanierungstatbeständen;

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:



1.6 **Teilliquidation:** Sind Sie mit dem vorgeschlagenen Konzept der Teilliquidation einverstanden, wonach vom Grundsatz der vollen Ausfinanzierung der austretenden Versichertenkollektive in folgenden zwei Fällen abgewichen werden darf:

- Abgebende und aufnehmende öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung vereinbaren, dass das übertretende Versichertenkollektiv nur bis zum Deckungsgrad der aufnehmenden öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtung ausfinanziert sein muss;
- echte versicherungstechnische Fehlbeträge, die nicht durch eine Garantie des Gemeinwens gedeckt sind, dürfen künftig wie bei privatrechtlichen Vorsorgeeinrichtungen mitgegeben werden.

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

2. Volle Ausfinanzierung

2.1 Sind Sie mit der grundsätzlichen Zielsetzung, dass öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen innert längstens 30 Jahren ausfinanziert sein sollen, einverstanden?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Die volle Ausfinanzierung in längstens 30 Jahren wäre zwar eine Lösung. Aber nach Meinung der Treuhand-Kammer gefährdet nicht die (reglementierte) Teildeckung an sich die Umsetzung der gesetzlichen Vorsorge, sondern extrem tiefe Deckungsgrade (ADG_{aktive}) geben zur Besorgnis Anlass. Die Anforderung der vollen Ausfinanzierung impliziert ferner, dass die Teildeckung, selbst in der hier vorgesehenen verschärften Form, für unzweckmässig gehalten wird. Insbesondere wird damit indirekt dem Argument der Perennität die Berechtigung abgesprochen.

Bei der Treuhand-Kammer kann man sich mit der Teilfinanzierung als grundsätzlichem Konzept anfreunden, insbesondere mit der nun vorliegenden Klärung wichtiger Sachfragen, wie die Sicherstellung der Rentenverpflichtungen.

2.2 Unterstützen Sie die Verpflichtung des Bundesrates, dem Parlament alle 10 Jahre Bericht über die finanzielle Lage der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen zu erstatten, damit im Hinblick auf den für eine volle Ausfinanzierung benötigten Zeithorizont allenfalls notwendige Korrekturen vorgenommen werden können?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Die Beurteilung erfordert eindeutig eine langfristige Betrachtungsweise. Allerdings erachten wir seitens der Treuhand-Kammer die Frist von 10 Jahren als zu lange, wir würden 7 Jahre vorziehen.

3. Institutionelles

3.1 Unterstützen Sie die vorgeschlagene rechtliche, finanzielle und administrative Verselbstständigung und Ausgliederung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen und der zuständigen Aufsichtsbehörden aus der öffentlichen Verwaltung?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

3.2 Unterstützen Sie die vorgeschlagene Kompetenzausscheidung zwischen Gemeinwesen und oberstem Organ i.S. der für privatrechtliche Vorsorgeeinrichtungen geltenden Regeln?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

3.3 Unterstützen Sie den Ansatz, dass öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen weiterhin gegenüber dem Sicherheitsfonds beitragspflichtig sind?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Es handelt sich beim Sicherheitsfonds nach heutiger Ausprägung um ein Solidarwerk der zweiten Säule insgesamt und nicht um eine technisch geführte Versicherung. Wir sind der Meinung, dass ohne eine umfassende Neuausrichtung des Sicherheitsfonds die Beitragspflicht für alle Vorsorgeeinrichtungen beibehalten werden muss.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ergänzende Fragestellungen der SGK-N

Nationalrat

Conseil national

Consiglio nazionale

Cussegl naziunal



Kommission für soziale Sicherheit
und Gesundheit
CH-3003 Bern

www.parlament.ch
sgk.csss@pd.admin.ch

11. Oktober 2007

Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen

Ergänzende Fragen der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates (SGK-NR) an die Teilnehmerinnen und Teilnehmer der Vernehmlassung

Ergänzungen zur Frage 2 (volle Ausfinanzierung) gemäss Fragenkatalog des Bundesrates

Angesichts der zum Teil sehr hohen Kosten, die eine volle Ausfinanzierung innert 30 Jahren für Kassen mit grosser Unterdeckung zur Folge hätte – die Fehlbeträge der 25 Kassen mit einer Deckung unter 90% belaufen sich auf über 15 Mrd. Fr. - , stellt sich die Frage, ob nicht einem anderen Finanzierungsmodell der Vorzug gegeben werden sollte. Die vom Bundesrat eingesetzte Expertenkommission hatte in diesem Sinne weitere Modelle geprüft und eines davon auch empfohlen (<http://www.news-service.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/7812.pdf>).

Hauptvariante der SGK-NR und der Expertenkommission: Modell „Mischfinanzierung und differenzierter Zieldeckungsgrad“

A. Könnten Sie in diesem Zusammenhang als Alternative zur vollen Ausfinanzierung innert 30 Jahren einem unbefristeten Finanzierungsmodell der Teilkapitalisierung „Mischfinanzierung und differenzierter Zieldeckungsgrad“ zustimmen (vgl. im Bericht 5.2.4 Übersicht über die Finanzierungssysteme), also im Unterschied zur Vorlage des Bundesrates auf eine Befristung der Zulässigkeit des Modells verzichten?

Im Unterschied zum Modell des Bundesrates sollen Vorsorgeeinrichtungen, deren Kapitaldeckung unter 100% liegt, unbefristet im System der Teilkapitalisierung weitergeführt werden können. Es gilt dabei die allgemeine Regel, dass ein einmal erreichter Deckungsgrad nicht mehr unterschritten werden darf, das heisst, dass im Falle einer Unterschreitung automatisch Sanierungsmassnahmen ergriffen werden müssen. Das Ziel der Vollkapitalisierung und damit eine Angleichung an die privatrechtlichen VE soll weiterhin gefördert werden. Eine Frist bis zur vollen Kapitaldeckung wird aber nicht vorgeschrieben.

Es wird davon ausgegangen, dass VE mit einem Kapitaldeckungsgrad von über 90% (12 von 37 Kassen in Unterdeckung) sich in der Regel für das Ziel einer Vollkapitalisierung entscheiden. Für alle Kassen, die sich für die Vollkapitalisierung entscheiden (darunter können natürlich auch Kassen mit einem Deckungsgrad unter 90% sein) muss die Dauer einer Übergangsphase bestimmt werden. Den Aufsichtsbehörden wird ein Plan mit den entsprechenden Massnahmen (Finanzierung, Verteilung der zusätzlichen finanziellen Lasten usw.) unterbreitet.

Für alle anderen Fälle, die im System der Teilkapitalisierung und damit der Mischfinanzierung weiter geführt werden sollen, muss ein differenzierter Zieldeckungsgrad festgelegt werden. Auch in diesem Fall muss der Aufsichtsbehörde ein detaillierter Finanzierungsplan (inkl. der verbindlichen Regelung der öffentlich-rechtlichen Garantien für die Unterdeckung) vorgelegt werden. Wenn die entsprechenden Bestimmungen in Kraft treten, bestimmt jede öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung den Gesamtdeckungsgrad sowie den Deckungsgrad der zu diesem Zeitpunkt feststehenden erwerbstätigen Versicherten, wobei zuerst die Rentenverpflichtungen zu 100% gedeckt sein müssen. Letzteres birgt den Vorteil, dass bei einer demografischen Alterung die Rentenverpflichtungen immer gedeckt sind. Beide Ausgangsdeckungsgrade dürfen in der Folge nicht mehr unterschritten werden.

Vorteile: Dieses Modell führt zu einer finanziellen Stabilisierung einerseits und erhöht den Anreiz hin zu einer vollen Ausfinanzierung andererseits. Gleichzeitig wird der unterschiedlichen Ausgangslage bei den öffentlich-rechtlichen VE wie auch der unterschiedlichen finanziellen Spielräume der öffentlichen Hand Rechnung getragen.

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Siehe unsere Bemerkung zu 2.1

Untervariante:

A.1 Sind Sie der Meinung, dass für öffentlich-rechtliche VE mit einer besonders hohen Unterdeckung Sonderregelungen getroffen werden sollten?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

.

Untervariante:

A. 2 Sollen bei VE mit Teilkapitalisierung Überschüsse – speziell in sehr ertragsreichen Jahren – nach der Speisung der notwendigen Rückstellungen (Schwankungsreserven u.a.) zwingend dem Deckungskapital zugewiesen werden, dies verbunden mit einer entsprechenden Erhöhung des Zieldeckungsgrades?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

B. Haben Sie im Zusammenhang mit den Gesetzgebungsvorschlägen des Bundesrates weitere Bemerkungen?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

--



Fragen zur internetbasierten Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens

Sie haben sich gegen die Beantwortung der gestellten Fragen auf der zu diesem Zweck zur Verfügung gestellten Webseite des BSV entschieden. Um Ihre diesbezüglichen Entscheidungsgründe besser verstehen zu können, bitten wir Sie, uns auch die nachfolgenden Fragen zu beantworten.

1. Sind Sie aus grundsätzlichen Überlegungen gegen die in diesem Fall gewählte Form der Vernehmlassung?

ja

nein

2. Sofern Sie keine grundsätzlichen Bedenken gegen eine internetbasierte Beantwortung von Vernehmlassungsfragen haben - welche Anforderungen müssten erfüllt sein, damit Sie diese Form der Durchführung einer Vernehmlassung unterstützen würden?

Anregungen:

Die vorgeschlagene Form der elektronischen Vernehmlassung erscheint uns geeignet, sie weiter zu verfolgen.

Wir haben seitens der Treuhand-Kammer in diesem Pilotversuch keine gravierenden Mängel entdecken können, hatten aber bei einzelnen generellen „Nein-Antworten“ das Gefühl, dass unsere Meinung zu wenig differenziert wiedergegeben wird. Es wäre deshalb hilfreich – und vielleicht auch für die Auswertung einfacher – wenn man unter der „Nein-Antwort“ folgende Unterantworten geben könnte:

„Im Grundsatz einverstanden, aber mit Streichungen bzw. Änderungen“

„Grundsätzlich nicht einverstanden“



** ** *

Absender:

- Sie haben an der Vernehmlassung teilgenommen:
 - in Ihrer Eigenschaft als Vernehmlassungsadressat gemäss offizieller Adressatenliste (<http://www.admin.ch/ch/i/gg/pc/pendent.html>)
 - in Ihrer Eigenschaft als Privatperson oder Organisation, die nicht auf der offiziellen Adressatenliste geführt ist (spontane Teilnahme)

- Falls Sie Vernehmlassungsadressat gemäss offizieller Adressatenliste sind, zu welcher Kategorie gehört die von Ihnen vertretene Organisation:
 - Kanton
 - Partei
 - gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete
 - gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft
 - Behörden und Verwandte Institutionen
 - Versicherte/Leistungsbezüger/Selbstständigerwerbende
 - Vorsorge- und Versicherungseinrichtungen, Durchführungsstellen
 - weitere Organisationen

Name (Organisation/Behörde/Privatperson): Treuhand-Kammer

Adresse: Limmatquai 120, Postfach 6140, 8023 Zürich

Für allfällige Rückfragen: Roland Sauter, PricewaterhouseCoopers, Basel

Tel.: 058 792 55 33

E-Mail: roland.sauter@ch.pwc.com

Besten Dank!

Union Suisse des Fiduciaires
Schweizerischer Treuhänder-Verband
Unione Svizzera dei Fiduciari

Secrétariat central
Zentralsekretariat
Schwarztorstrasse 26
Postfach 8108
3001 Bern
Telefon 031 382 10 85
Fax 031 382 10 87
<http://www.stv-usf.ch>
E-Mail info@stv-usf.ch

STV|USF

STV|USF Postfach 8108 3001 Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Alters- und Hinterlassenenvorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Bern, 31. Juli 2007

Vernehmlassung zur Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen

Sehr geehrter Herr Bundesrat Couchepin

Für die Möglichkeit, zur obgenannten Vernehmlassung Stellung zu nehmen, danken wir Ihnen-bestens:

Der Schweizerische Treuhänder-Verband STV|USF umfasst rund 1'900 Firmen- und Einzelmitglieder. Als Dachverband der kleinen und mittleren Treuhandfirmen der Schweiz, welche über 155'000 kleine und mittelgrosse Unternehmen (KMU) sowie grössere Unternehmen und zahlreiche Privatpersonen betreuen, befasst sich der STV|USF mit allen Fragen, welche die Unternehmensführung generell und die Rechnungslegung im speziellen betreffen.

Obwohl sowohl Mitglieder wie auch Kunden von dem obgenannten Geschäft betroffen sind, sehen wir in diesem Fall von einer Eingabe ab und schliessen uns im übrigen den Ausführungen des Schweizerischen Gewerbeverbandes an, welchem der STV|USF angeschlossen ist.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit einer Eingabe und stehen selbstverständlich für andere Fragen im Treuhandbereich jederzeit gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER TREUHÄNDER-VERBAND STV|USF


Sandra Grünig
Zentralsekretärin

Kopien: Jürg Hagmann, Daniel J. Egger, STV|USF
Kurt Gfeller, SGV

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**Fragenkatalog des Bundesrates zur
Vernehmlassungsvorlage
Liste des questions du Conseil fédéral à
propos du projet mis en consultation**

Absender der Stellungnahme:

SCHWEIZERISCHE KAMMER DER
PENSIONSKASSEN-EXPERTEN

Auteur de la prise de position :

Brunngässlein 3
4052 Basel

**1. Finanzierungsmodell des
differenzierten Zieldeckungs-grades
Modèle de financement «taux de
couverture différencié»**

<p>1.1 Angleichen der Rahmenbedingungen für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen an diejenigen für privatrechtliche?</p> <p>Aligner les conditions-cadre prévues pour les institutions de prévoyance de droit public sur celles en vigueur pour les institutions de prévoyance de droit privé ?</p>	<p>nein</p> <p>Frage ist ungeschickt formuliert. Wir befürworten die Mischfinanzierung begrüßen jedoch andererseits die organisatorische und rechtliche Verselbstständigung der öffentlich-rechtlichen VE.</p>
--	--

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

<p>1.2 Möglichkeit der Teilkapitalisierung nur für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad unter 100% bei Inkrafttreten der geplanten Neuregelung und Pflicht zur Weiterführung der übrigen im System der Vollkapitalisierung?</p> <p>Possibilité de capitalisation partielle pour les institutions de prévoyance de droit public ayant un taux de couverture inférieur à 100 % au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation prévue et obligation pour les autres de continuer à être gérées selon le système de la capitalisation complète ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
--	----------------------------

<p>1.3 Einführung des Finanzierungsmodells eines differenzierten Zieldeckungsgrades (ZDG)?</p> <p>Introduction du modèle de financement «objectif de couverture différencié» ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
--	----------------------------

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

<p>1.4 Staatsgarantie sowie Finanzierungsplan zur langfristigen Sicherung des finanziellen Gleichgewichts [i.S. der Erhaltung der diff. ZDG] als Voraussetzungen für ein Teilkapitalisierungssystem?</p> <p>Garantie de l'Etat et plan de financement visant à garantir l'équilibre financier à long terme [maintien de l'objectif de couverture différencié] comme conditions d'un système de capitalisation partielle ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
<p>1.5 Zustimmung bezüglich der vorgeschlagenen Rahmenbedingungen hinsichtlich der Realisierungstatbestände und des Umfangs der Staatsgarantie?</p> <p>Accord quant aux conditions-cadre proposées pour les motifs de réalisation et l'étendue de la garantie de l'Etat ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
<p>1.6 Zustimmung zum vorgeschlagenen Konzept der Teilliquidation?</p> <p>Accord quant au concept proposé pour la liquidation partielle ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**2. Volle Ausfinanzierung
Capitalisation complète**

<p>2.1 Zustimmung zum grundsätzlichen Ziel, öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen innert längstens 30 Jahren auszufinanzieren?</p> <p>Objectif de base : capitalisation complète des institutions de prévoyance de droit public dans un délai maximum de 30 ans ?</p>	<p>nein</p> <hr/> <p>Wir befürworten die Festlegung eines Zieldeckungsgrades. Das Festlegen eines solchen lässt sich nicht mit der Ausfinanzierung innert 30 Jahren verbinden.</p>
<p>2.2 Verpflichtung des Bundesrates, dem Parlament alle 10 Jahre Bericht über die finanzielle Lage der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen zu erstatten?</p> <p>Obligation pour le Conseil fédéral de fournir tous les dix ans au Parlement un rapport sur la situation financière des institutions de prévoyance de droit public ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**3. Institutionelles
Aspect institutionnel**

<p>3.1 Rechtliche, finanzielle und administrative Verselbstständigung und Ausgliederung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen und der zuständigen Aufsichtsbehörden aus der öffentlichen Verwaltung?</p> <p>Autonomie juridique, financière et administrative des institutions de prévoyance de droit public et séparation de celles-ci et de leurs autorités de surveillance par rapport à l'administration publique ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
<p>3.2 Kompetenzausscheidung zwischen Gemeinwesen und oberstem Organ i.S. der für privatrechtliche Vorsorgeeinrichtungen?</p> <p>Séparation des compétences entre la collectivité publique et l'organe suprême, dans le sens des règles valables pour les institutions de prévoyance de droit privé ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
<p>3.3 Beitragspflicht der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen gegenüber dem Sicherheitsfonds?</p> <p>Obligation pour les institutions de prévoyance de droit public de cotiser au Fonds de garantie ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**Ergänzende Fragen der SGK-NR
Questions complémentaires de la
CSSS-N**

**A Ergänzungen zur Frage 2
Compléments à la question 2**

<p>A Verzicht auf Befristung des Finanzierungsmodells für einen differenzierten ZDG?</p> <p>Abandon du délai dans le modèle de financement « objectif de financement différencié » ?</p>	<p>ja</p> <hr/> <p>---</p>
<p>A1 Sonderregelung für öffentlich-rechtliche VE mit einer besonders hoher Unterdeckung?</p> <p>Dispositions spéciales pour les institutions de prévoyance de droit public présentant un découvert particulièrement important ?</p>	<p>nein</p> <hr/> <p>---</p>
<p>A2 Verwendung von Überschüssen nach Speisung von Rückstellungen (Schwankungsreserven u.a.) zur Erhöhung des Deckungskapitals?</p> <p>Utilisation des excédents après alimentation des provisions (réserves de fluctuation notamment) pour augmenter le capital de couverture ?</p>	<p>nein</p> <hr/> <p>Eine solche Lösung ist nicht systemknform. Das oberste Organ soll über solche Ueberschüsse befinden können.</p>

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**B Weitere Bemerkungen
Autres remarques**

B Weitere Bemerkungen zu den Gesetzgebungsvorschlägen des Bundesrates?	nein
Autres remarques sur les propositions législatives du Conseil fédéral ?	---

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**Internetbasierte Durchführung des
Vernehmlassungsverfahrens
Procédure de consultation réalisée au
moyen d'Internet**

**Verbesserungswünsche
Améliorations souhaitées**

<p>Bemerkungen: Remarques :</p>	<p>Die Kammer der Pensionskassen Experten befürchtet, dass das elektronische Vernehmlassungsverfahren die Meinungsbildung stark beeinflusst und die Stellungnahme der wesentlichen Verbände stark verwässert zur Geltung bringt.</p>
-------------------------------------	--

**Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen:
Elektronisches Vernehmlassungsverfahren
Financement des institutions de prévoyance de droit public :
procédure de consultation électronique**

**Absender
Expéditeur**

Name: Nom :	SCHWEIZERISCHE KAMMER DER PENSIONSKASSEN-EXPERTEN
Adresse: Adresse :	Brunngässlein 3 4052 Basel
Telefon: Téléphone :	044 333 25 92
E-Mail: Mél :	urs.bracher@credit-suisse.com

Zürich, 15. Oktober 2007

Bundesamt für Sozialversicherung
Geschäftsfeld Alters- und
Hinterlassenenvorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Vernehmlassungsverfahren: Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Schweizerische Aktuarvereinigung (SAV) bedankt sich für die Einladung zur Stellungnahme im Rahmen der obgenannten Vernehmlassung. In der Beilage und dem ausgefüllten Fragenkatalog finden Sie die diesbezüglichen Bemerkungen.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Aktuarvereinigung



Marc Chuard
Präsident SAV



Arnold Schneiter
Leiter der Kommission für Fragen der 1. und 2. Säule

Die Unterdeckungen zahlreicher öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen (OeVE) sind meist darauf zurückzuführen, dass ein Teil der Leistungen nicht im Kapitaldeckungs- sondern im Umlageverfahren finanziert sind (Teilkapitaldeckung). Diese Art der Finanzierung wurde durch die Annahme der sog. Perennität gerechtfertigt. Die seit den 90-Jahren eingetretenen Entwicklungen im Bereich der öffentlichen Körperschaften haben aber gezeigt, dass diese Annahme nicht weiter aufrechterhalten werden kann.

Nicht unerwähnt bleiben darf auch die Tatsache, dass in vielen Fällen solche Teilkapitalisierungsverfahren nicht a priori gewählt worden sind sondern a posteriori festgestellt bzw. gerechtfertigt werden mussten. Dies aus dem Grund, dass in der Vergangenheit gewisse Leistungen der OeVE nicht oder ungenügend finanziert worden sind (und noch werden).

Wir sind daher der Meinung, dass die OeVE den privatrechtlichen VE gleichzustellen sind. Diese Gleichstellung wurde übrigens in anderen Bereichen der beruflichen Vorsorge vom Gesetzgeber generell vorangetrieben, in dem zum Beispiel im Bereich Aufsicht, Vermögensanlage, Steuern und Kontrolle kein Unterschied besteht zwischen dem obligatorischen und dem überobligatorischen Teil der beruflichen Vorsorge bestehen.

Auf dem Hintergrund dieser Vereinheitlichungen, welche auch Ausdruck der notwendigen Transparenz und Akzeptanz der 2. Säule sind, erachten wir die Beibehaltung der Möglichkeit der Teilkapitalisierung für gewisse OeVE als nicht richtig.

Natürlich besteht ein Übergangsproblem. Dieses Übergangsproblem lässt sich durch eine Ausfinanzierung der aufgelaufenen Verpflichtungen lösen. Der Bundesrat schlägt hier einen maximalen Zeitraum von 30 Jahren vor. In vielen Fällen ist dieser Zeitraum zu lang, es kann aber durchaus auch Fälle geben, wo der Zeitraum auf eine längere Zeitperiode ausgedehnt werden sollte. Wichtig scheint uns nicht so sehr der eingeräumte Zeitraum der Ausfinanzierung sondern wichtig ist, dass der Fehlbetrag zu einem gegebenen Zeitpunkt von jemandem übernommen wird. Dies ermöglicht auf eine nachvollziehbare Art, dass inskünftig das anzuwendende Finanzierungssystem keine Umlageelemente mehr enthalten sollte und demzufolge die Unterschiede zwischen einem Teil der OeVE und der privatrechtlichen VE beseitigt werden können (als Beispiel einer Ausfinanzierung nennen wir hier den Kanton Luzern, welcher per 1.1.2000 seine kantonale VE ausfinanziert hat oder den Kanton Thurgau).

Die vom Bundesrat in die Vernehmlassung geschickte Lösung ist schwierig zu verstehen und damit werden viele massgebende Entscheidungsgremien der OeVE überfordert werden. Die Lösung mit den zwei Deckungsgraden ist intransparent und suggeriert einen relativ schmerzlosen Übergang nach 30 Jahren in die Volldeckung. Wenn der Gesetzgeber weiterhin ein System mit Teilkapitalisierung zulassen will (was wir wie gesagt nicht unterstützen), dann sollte er das wenn schon über die Möglichkeit einer **anderen Finanzierung** bei gewissen OeVE als bei privatrechtlichen VE regeln. Mit diesem Ansatz werden die "Chancen und Risiken" einer solchen Finanzierung verständlich.

Die in die Vernehmlassung geschickte Vorlage des Bundesrates geht nicht ein auf die eigentlichen Lösungen mit **Ruhegehältern** nach Art. 1 Abs. 3 FZG. Diese Sonderleistungen stellen ein Politikum dar, sollten aber in der Gesetzesvorlage ausdrücklich erwähnt und behandelt werden.



<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/01662/01664/index.html?lang=de>

Finanzierung öffentlich-rechtlicher Vorsorgeeinrichtungen Vernehmlassungsverfahren

Fragenkatalog des Bundesrates zur Vernehmlassungsvorlage

1. Finanzierungsmodell des differenzierten Zieldeckungsgrades

1.1 Unterstützen Sie den Ansatz, die Rahmenbedingungen für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen denjenigen für privatrechtliche anzugleichen?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

1.2 Unterstützen Sie den Ansatz, dass nur öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad unter 100% bei Inkrafttreten der geplanten Neuregelung im System der Teilkapitalisierung geführt werden können und öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen mit einem Gesamtdeckungsgrad über 100% zwingend im System der Vollkapitalisierung weiter geführt werden müssen (vgl. Absatz 4 i.V.m. Art. 72a Abs. 1 BVG)?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

1.3 Unterstützen Sie das vorgeschlagene Finanzierungsmodell eines differenzierten Zieldeckungsgrades, wonach für öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen im Teilkapitalisierungsverfahren gilt, dass die Rentnerkapitalien jederzeit zu 100% gedeckt und die bei Inkrafttreten der Neuregelung festgelegten Deckungsgrade bzgl. der Verpflichtungen gegenüber den aktiven Versicherten (ADG_{aktive}) bzw. gegenüber allen Versicherten (ADG_{Gesamt}) nicht mehr unterschritten werden dürfen, ohne dass Sanierungsmassnahmen eingeleitet werden?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

1.4 Stimmen Sie den vorgeschlagenen Voraussetzungen für eine Teilkapitalisierung gemäss Artikel 72a Absatz 1 BVG zu (Staatsgarantie sowie Finanzierungsplan zur langfristigen Sicherung des finanziellen Gleichgewichts (i.S. der Erhaltung der verschiedenen Deckungsgrade))?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Das Ziel muss immer 100% sein aber in unterschiedlich langen zeitlichen Etappen.

1.5 **Staatsgarantie:** Stimmen Sie den vorgeschlagenen Rahmenbedingungen bezüglich der Realisierungstatbestände und des Umfangs der Staatsgarantie zu?

- Realisierungstatbestände (Leistungspflicht des Gemeinwesens bei):
 - Fällige ungedeckte Alters-/Risiko-/Austrittsleistungen;
 - Unterdeckung als Folge einer Teilliquidation beim austretenden Versichertenkollektiv;
 - Unterdeckung als Folge einer Teilliquidation beim verbleibenden Versichertenkollektiv (Unterschreitung des DG_{gesamt});
 - Verzinsbare Verpflichtung ab dem Zeitpunkt der Realisierung;
- Umfang der Garantie:
 - umfasst gesetzliche und weitergehende Vorsorge;
 - umfasst alle (öff. und private) Arbeitgeber;
 - umfasst bei Inkrafttreten der Neuregelung bestehende Fehlbeträge;
 - durch Ausgangsdeckungsgrade abgrenzbar gegenüber künftigen Sanierungstatbeständen;

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Die Ausdehnung der Staatsgarantie auf private Arbeitgeber geht zu weit.

1.6 **Teilliquidation:** Sind Sie mit dem vorgeschlagenen Konzept der Teilliquidation einverstanden, wonach vom Grundsatz der vollen Ausfinanzierung der austretenden Versichertenkollektive in folgenden zwei Fällen abgewichen werden darf:

- Abgebende und aufnehmende öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung vereinbaren, dass das übertretende Versichertenkollektiv nur bis zum Deckungsgrad der aufnehmenden öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtung ausfinanziert sein muss;
- echte versicherungstechnische Fehlbeträge, die nicht durch eine Garantie des Gemeinwesens gedeckt sind, dürfen künftig wie bei privatrechtlichen Vorsorgeeinrichtungen mitgegeben werden.

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

2. Volle Ausfinanzierung

2.1 Sind Sie mit der grundsätzlichen Zielsetzung, dass öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen innert längstens 30 Jahren ausfinanziert sein sollen, einverstanden?

- ja nein keine Antwort

Bemerkungen:

2.2 Unterstützen Sie die Verpflichtung des Bundesrates, dem Parlament alle 10 Jahre Bericht über die finanzielle Lage der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen zu erstatten, damit im Hinblick auf den für eine volle Ausfinanzierung benötigten Zeithorizont allenfalls notwendige Korrekturen vorgenommen werden können?

- ja nein keine Antwort

Bemerkungen:

3. Institutionelles

3.1 Unterstützen Sie die vorgeschlagene rechtliche, finanzielle und administrative Verselbstständigung und Ausgliederung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen und der zuständigen Aufsichtsbehörden aus der öffentlichen Verwaltung?

- ja nein keine Antwort

Bemerkungen:

3.2 Unterstützen Sie die vorgeschlagene Kompetenzausscheidung zwischen Gemeinwesen und oberstem Organ i.S. der für privatrechtliche Vorsorgeeinrichtungen geltenden Regeln?

- ja nein keine Antwort

Bemerkungen:

3.3 Unterstützen Sie den Ansatz, dass öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtungen weiterhin gegenüber dem Sicherheitsfonds beitragspflichtig sind?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

--

Es wird davon ausgegangen, dass VE mit einem Kapitaldeckungsgrad von über 90% (12 von 37 Kassen in Unterdeckung) sich in der Regel für das Ziel einer Vollkapitalisierung entscheiden. Für alle Kassen, die sich für die Vollkapitalisierung entscheiden (darunter können natürlich auch Kassen mit einem Deckungsgrad unter 90% sein) muss die Dauer einer Übergangsphase bestimmt werden. Den Aufsichtsbehörden wird ein Plan mit den entsprechenden Massnahmen (Finanzierung, Verteilung der zusätzlichen finanziellen Lasten usw.) unterbreitet.

Für alle anderen Fälle, die im System der Teilkapitalisierung und damit der Mischfinanzierung weiter geführt werden sollen, muss ein differenzierter Zieldeckungsgrad festgelegt werden. Auch in diesem Fall muss der Aufsichtsbehörde ein detaillierter Finanzierungsplan (inkl. der verbindlichen Regelung der öffentlich-rechtlichen Garantien für die Unterdeckung) vorgelegt werden. Wenn die entsprechenden Bestimmungen in Kraft treten, bestimmt jede öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung den Gesamtdeckungsgrad sowie den Deckungsgrad der zu diesem Zeitpunkt feststehenden erwerbstätigen Versicherten, wobei zuerst die Rentenverpflichtungen zu 100% gedeckt sein müssen. Letzteres birgt den Vorteil, dass bei einer demografischen Alterung die Rentenverpflichtungen immer gedeckt sind. Beide Ausgangsdeckungsgrade dürfen in der Folge nicht mehr unterschritten werden.

Vorteile: Dieses Modell führt zu einer finanziellen Stabilisierung einerseits und erhöht den Anreiz hin zu einer vollen Ausfinanzierung andererseits. Gleichzeitig wird der unterschiedlichen Ausgangslage bei den öffentlich-rechtlichen VE wie auch der unterschiedlichen finanziellen Spielräume der öffentlichen Hand Rechnung getragen.

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Vollkapitalisierung ist in jedem Fall anzustreben. Man würde all jene öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen desavouieren, die bereits Anstrengungen unternommen haben.

Untervariante:

A.1 Sind Sie der Meinung, dass für öffentlich-rechtliche VE mit einer besonders hohen Unterdeckung Sonderregelungen getroffen werden sollten?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Grundsatz der Gleichbehandlung ist wichtig.

Untervariante:

A. 2 Sollen bei VE mit Teilkapitalisierung Überschüsse – speziell in sehr ertragsreichen Jahren – nach der Speisung der notwendigen Rückstellungen (Schwankungsreserven u.a.) zwingend dem Deckungskapital zugewiesen werden, dies verbunden mit einer entsprechenden Erhöhung des Zieldeckungsgrades?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Vollkapitalisierung ist in jedem Fall prioritär anzustreben. Schränkt den Handlungsspielraum der zuständigen Organe der Vorsorgeeinrichtung in fraglicher Weise ein.

B. Haben Sie im Zusammenhang mit den Gesetzgebungsvorschlägen des Bundesrates weitere Bemerkungen?

ja

nein

keine Antwort

Bemerkungen:

Siehe unsere Stellungnahme

Im Art. 53 d Abs. 3 BVG ist zu präzisieren, dass er sich ausschliesslich auf das obligatorische Altersguthaben nach Art 15 bezieht, da Art. 53d BVG aufgrund von Art. 49 Abs. 2 BVG und Art. 89bis Abs. 6 ZGB auch in der über- und ausserobligatorischen beruflichen Vorsorge gilt.



Fragen zur internetbasierten Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens

Sie haben sich gegen die Beantwortung der gestellten Fragen auf der zu diesem Zweck zur Verfügung gestellten Webseite des BSV entschieden. Um Ihre diesbezüglichen Entscheidungsgründe besser verstehen zu können, bitten wir Sie, uns auch die nachfolgenden Fragen zu beantworten.

1. Sind Sie aus grundsätzlichen Überlegungen gegen die in diesem Fall gewählte Form der Vernehmlassung?

ja

nein

2. Sofern Sie keine grundsätzlichen Bedenken gegen eine internetbasierte Beantwortung von Vernehmlassungsfragen haben - welche Anforderungen müssten erfüllt sein, damit Sie diese Form der Durchführung einer Vernehmlassung unterstützen würden?

Anregungen:

Klare, widerspruchslöse Fragen. Auf eine Frage eine Antwort (vgl. verschiedene Negativbeispiele in diesem Fragebogen). Keine Verknüpfung der Fragen bei den einzelnen Elementen, damit klare und eindeutige Antworten möglich sind.